

NE PAS PUBLIER AVANT 2300 HEURES,
LE 17 JANVIER 1972

VERIFIER AU MOMENT DU DISCOURS



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTERIEURES,
L'HONORABLE MITCHELL SHARP,
DEVANT LA CHAMBRE DE
COMMERCE DE VANCOUVER,
LE 17 JANVIER 1972

"LE CANADA DANS UN MONDE NOUVEAU"

Monsieur le Président,

Voilà maintenant près de quatre ans que j'occupe le poste de Ministre des Affaires étrangères du Canada. Dans le cours d'une vie humaine, c'est long, mais dans l'histoire d'une civilisation, c'est infinie. Nous avons pourtant été témoins, au cours de ces quatre années, de changements profonds dans notre univers et dans la façon dont le Canada perçoit cet univers. En 1968, le nouveau gouvernement a senti que le monde était aux prises avec le genre de transformations périodiques qui engendrent un réalignement fondamental des relations entre puissances. Je ne dis pas que nous avons pressenti la direction que prendrait ce réalignement, mais les signes avant-coureurs étaient assez nets pour que le gouvernement donne la priorité à l'étude de la position et des relations du Canada sur le plan international et à l'aptitude de notre pays à réagir rapidement et efficacement aux situations nouvelles.

C'est pour cette raison que l'une des premières initiatives du gouvernement a été de s'engager dans un examen complet de sa politique étrangère. Non pour s'attaquer au passé et certainement pas pour effectuer des changements par simple volonté de changer. Ce que nous voulions définir, et définir rapidement c'était l'avenir de la politique étrangère canadienne dans une période d'incertitude sur le plan des affaires internationales. En tant qu'homme politique, je sais la part que le hasard joue dans les affaires des hommes et des nations, et il est vraiment heureux pour le Canada que nous ayons pris cette initiative. Mais, plus souvent qu'on ne le pense, la chance découle d'un jugement sain, et sans aucun doute, il faut un jugement sain pour tirer le maximum d'avantages de la chance.

Vous avez certainement remarqué que dans le préambule de mon allocution, je n'ai pas parlé, contrairement à la coutume, des beautés de la Colombie-Britannique ni du site magnifique de la ville de Vancouver. Ce n'est pas que je sois aveugle à cette magnificence ni que je n'ai pas conscience des attraits particuliers, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, que possède cette partie de notre pays. Vous êtes sans doute plutôt fatigués d'entendre les "étrangers" de l'est venus à Vancouver, s'extasier d'une manière quelque peu condescendante, sur la belle vie que l'on mène ici. Vous devez aussi être las d'entendre les politiciens parler à satiété de l'importance que revêt la dimension "pacifique" du Canada et de cet élément topographique curieux qu'est la bordure de l'océan Pacifique. Disons que vous savez que j'en connais l'importance. Dans un ordre d'idée plus sérieux, je reconnais que les diverses régions du Canada ont des intérêts différents et, sous certains aspects, des intérêts opposés -- en fait, une grande partie du temps et du travail du gouvernement est consacrée à la résolution de ces oppositions -- mais je crois également qu'en matière

d'affaires internationales, il ne peut y avoir qu'un seul Canada. Notre souveraineté et notre indépendance découlent de notre unité fondamentale et notre bien-être économique est en fin de compte indivisible. Cette affirmation a du poids pour la Colombie-Britannique, comme pour l'Ontario et le Québec. Le Canada est un en politique internationale et il est un également en commerce international. Cette vérité est peut-être un truisme, mais au milieu du tohu-bohu de la vie politique canadienne, il vaut la peine de la réaffirmer.

Depuis la Seconde guerre mondiale nous vivons dans un monde bipolaire pour ce qui est des relations entre puissances. Les événements qui se sont produits dans le monde industrialisé ont été dominés par les antinomies idéologiques et pratiques de la lutte pour la première place qui a opposé les Etats-Unis à l'Union soviétique, et le Tiers-monde, bien que non aligné, a dû continuer à vivre dans cette réalité bipolaire. Dans les coulisses, assaillie par ses propres problèmes internes, se trouvait la Chine.

Dans ce monde bipolaire, les nations socialistes de l'Europe de l'Est avaient peu d'influence, sinon aucune, auprès de l'Union soviétique. En Allemagne de l'Est en Hongrie et en Tchécoslovaquie, on ne tolérait pas les déviations de la doctrine officielle. Les Etats-Unis, société libre, ouverte et démocratique, oeuvraient tout autour du globe avec leurs alliés, occupant la première place, garantissant leur sécurité et bien souvent relevant leurs économies. En fait, cependant, la prépondérance des Etats-Unis dans le monde occidental a été telle que sa position n'en était pas seulement une de leader, mais aussi de détenteur de l'autorité. Dans une mesure certes admirable, les Etats-Unis ont été, tout au long de cette période, réceptifs à l'influence de leurs amis, mais ils ont joué un rôle déterminant, dans leur sphère d'influence mondiale, plutôt qu'un simple rôle de participation. C'est sous cet angle, bien sûr, qu'un Canadien, un Anglais ou un Allemand voit les choses. Si je devais brutalement me trouver au Département d'Etat à Washington (que Dieu m'en préserve!) nul doute que je me sentirais frustré d'être prisonnier de l'apparente intransigeance et des intérêts personnels de mes amis, et réduit à faire plus d'une concession allant à l'encontre de mes opinions éclairées.

Bien que M. John Foster Dulles n'ait pas présidé à la mise en place des mécanismes de l'époque bipolaire au même titre que le Président Truman et le Secrétaire d'Etat Acheson, il a eu une profonde influence sur les relations entre puissances mondiales. Il croyait sincèrement que tous ceux qui n'étaient pas avec les Etats-Unis étaient contre eux. La préservation du monde libre contre la menace soviétique a été marquée par sa collaboration. Mais on peut penser que son genre de diplomatie aura apporté un durcissement dans les deux camps, contribuant peut-être à la continuation de la guerre

froide. Il est tout à fait certain que nous vivons dans un monde fort différent de celui qu'il a connu et qu'il a contribué à édifier.

Les profonds changements dans les relations entre puissances dont nous sommes témoins depuis quelques années ont été en gestation pendant plus d'une décennie. On en dénombre deux: la réponse soviétique aux efforts soutenus de l'Ouest en vue d'une atténuation des tensions et l'apparition de la Chine sur la scène mondiale. Je n'oublie pas l'évolution récente de l'Europe occidentale et du Japon. Le Marché commun élargi et le Japon se rangent maintenant au nombre des grandes puissances économiques et peuvent certes devenir de grandes puissances politiques. Mais je reparlerai de ces questions. Les liens entre ces événements sont évidents. La rivalité entre l'Union soviétique et la Chine est l'un des grands motifs qui expliquent le rapprochement soviétique, lent et hésitant, avec le monde occidental. Il y en a d'autres: la plus grande assurance des Soviétiques, la reconnaissance de leur qualité de puissance ayant des intérêts mondiaux, qui a graduellement effacé leur sentiment d'être une forteresse armée, la nécessité grandissante de se mettre au fait de la technologie occidentale et les échanges croissants entre les économies socialiste et de marché.

Le Canada a joué un rôle silencieux mais efficace dans la recherche de la détente. A l'OTAN, nous avons grandement contribué à réaliser le passage de la confrontation à la négociation. Et au moment où nous nous réjouissons de la visite prévue de M. Nixon à Moscou, nous ne pouvons que nous rappeler la visite de M. Pearson, alors Ministre des Affaires extérieures, il y a déjà seize ans, en 1955, au début du "dégel". J'ai eu la chance de l'accompagner et de pouvoir collaborer à la conclusion du premier accord commercial entre nos deux pays.

Depuis quelques années, nous avons prudemment, mais incessamment, cherché à accroître nos contacts avec l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est. Nos ministres ont échangé plusieurs visites, nous avons conclu des accords commerciaux et autres, au grand bénéfice de tous les partenaires. Dans l'ensemble, la visite de M. Trudeau en URSS et celle de M. Kossyguine au Canada l'an dernier ne constituent pas un revirement de la politique canadienne, mais sont dans la ligne logique des événements et se sont produites à un moment favorable. L'Union soviétique avait clairement fait savoir qu'elle était désireuse d'améliorer ses relations avec les pays de l'Ouest et en particulier avec les deux grands Etats de l'Amérique du Nord.

Quand, après de longues et pénibles négociations, le Canada a trouvé la formule permettant la reconnaissance de la République populaire de Chine, notre pays s'est trouvé à faire sauter un obstacle et à ouvrir la voie à l'admission de la Chine communiste à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à professer ce point de vue.

Le monde bipolaire, axé sur les Etats-Unies et l'Union soviétique, est passé à l'histoire. Ses structures s'effondraient déjà, grâce à la multiplication des contacts entre l'Est et l'Ouest et au passage de la confrontation à la négociation, qui nous amènera peut-être à la coopération. L'entrée de la Chine sur la scène internationale entraîne la formation d'un triangle de forces. M. Chou En-lai a déclaré que les intentions de son pays sont pacifiques, mais la Chine est décidée à devenir une puissance nucléaire de première grandeur et elle y arrivera. Elle a publiquement renoncé au rôle de superpuissance. Toutefois les Nations Unies et le monde en général lui reconnaissent un tel rôle. Je suis frappé de ce que l'"Economist" de Londres fasse allusion aux trois superpuissances, sans autre explication.

Quelle que soit la position réelle de la Chine en termes économiques et militaires et le rôle que ses dirigeants entendent lui faire jouer sur la scène internationale, la Chine est au rang des superpuissances en termes politiques. L'opinion mondiale, je le répète, lui a conféré ce titre. Il semble qu'elle cherche maintenant à occuper une position de chef dans le Tiers-monde. Nous devons suivre de très près cette nouvelle orientation. Un monde triangulaire n'est sans doute pas plus sûr, ni plus facile à habiter qu'un monde bipolaire, mais il reflète certainement mieux la réalité. Sans la présence chinoise, les nations du monde ne pourraient pas conclure d'accords universels sur la sécurité, le désarmement et le contrôle des armes, ou les essais nucléaires. Si l'inconnue chinoise fait partie de l'équation, il est réaliste d'entrevoir, du moins, la possibilité de tels accords.

La Chine a maintes fois répété qu'elle ne désirait pas s'unir aux Américains ou aux Russes dans une hégémonie des grandes puissances, même si l'un ou l'autre pays en exprimait le souhait. Elle s'est engagée à l'universalité dans la recherche de règlements aux différends qui opposent les nations et dans la réalisation des grands objectifs de la paix, de la sécurité et d'une prospérité matérielle raisonnable. Nous ignorons encore l'exacte signification de ces paroles, mais le Canada est heureux de les entendre.

L'expérience acquise au cours des années de la guerre froide devrait nous avoir appris que les gouvernements avec lesquels nous sommes en désaccord ne disparaissent pas ni ne modifient leur attitude parce que nous les tenons à distance ou feignons de les ignorer. Le Canada a certes bien appris cette leçon et retenu que l'on n'aide pas les peuples opprimés en essayant d'humilier leurs dirigeants. On a alors tout le contraire de l'effet désiré. Notre pays sait d'expérience que la cause de la paix, de la prospérité et de la sécurité mondiales est mieux servie par le maintien des relations avec toutes les nations du monde, quels que soient leurs systèmes politiques ou leurs attitudes. De tels contacts ne signifient pas une approbation totale des régimes en cause. Nous entretenons des relations avec le Gouvernement portugais, mais nous lui avons clairement fait connaître notre désapprobation au sujet de la politique colonialiste qu'il applique en Afrique. Les relations elles-mêmes peuvent en souffrir et parfois de

manière tangible, mais le contact est maintenu. Nous vivons dans un univers interdépendant et il est irréaliste et même destructeur de nous couper d'autres pays parce que leurs manières de faire ne sont pas les nôtres.

Certains prétendent que les visites réciproques avec l'Union soviétique, le Protocole sur les consultations conclu avec ce pays, notre reconnaissance du Gouvernement de Pékin et l'appui que nous avons accordé à sa candidature au siège de la Chine aux Nations Unies sont des preuves que nous délaissons nos vieux amis et que nous nous engageons sur la voie de l'anti-américanisme. Cette affirmation est absurde. Il est vrai qu'au cours des quatre dernières années, nos contacts avec les pays socialistes se sont multipliés et ont porté fruit, mais nos engagements envers les pays francophones et anglophones d'Afrique noire ont aussi sensiblement augmenté. Simultanément, nous avons établi de nouvelles relations avec les nations du Pacifique. Ainsi, un comité ministériel mixte canado-japonais se réunit annuellement. Nous nous intéressons de plus en plus à l'Indonésie et à la Malaisie. Nous sommes constamment en rapports, sur le plan bilatéral, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui étaient principalement pour nous, autrefois, d'autres nations du Commonwealth. Nos relations avec l'Europe occidentale n'ont jamais été cultivées aussi en profondeur ni avec tant de soin.

Au cours des mois à venir, nous nous attendons à recevoir le statut d'observateur permanent auprès de l'Organisation des Etats américains. Nous avons déjà adhéré à beaucoup d'institutions du système interaméricain.

Vu cet élargissement de nos intérêts dans le monde, je ferai observer qu'il est faux de dire que le Canada se détourne des Etats-Unis et se tourne vers l'Union soviétique. Certains observateurs aux Etats-Unis ont insinué que le Canada essaie de se "désengager" envers son voisin du sud. Rien n'est plus loin de la vérité. La diversification des relations n'implique pas le désengagement à l'égard de notre communauté d'intérêts avec les Etats-Unis. Ce qui peut se faire et qu'il est souhaitable de faire, chose que précisément nous réalisons, c'est d'éviter de glisser dans une dépendance totale à l'égard de notre voisin américain, en mettant en oeuvre les mesures d'ordre intérieur qui s'imposent et en établissant des rapports plus étroits et plus efficaces avec d'autres pays, amis de vieille date dans le cas de certains, dans le cas des autres, nations étrangères mais susceptibles de coopérer en dépit de profondes différences de politique et de philosophie.

J'ai intitulé mon discours d'aujourd'hui "Le Canada dans un monde nouveau". Si ce titre a paru un peu sybillin ou à tout le moins excessif à certains d'entre vous, j'espère que vous comprenez maintenant un peu mieux ce qu'il renferme. J'ai estimé aussi qu'il valait la peine de consacrer une partie importante du temps qui m'est alloué en présence d'hommes d'affaires distingués de la côte Ouest à examiner la réalité des rapports de puissance dans le monde et à exposer la manière dont le Canada voit ces rapports. Je passerai maintenant à

l'autre grand changement qui a eu lieu ces dernières années, changement profond des tendances du commerce mondial et des arrangements conclus dans ce domaine, et évolution qui ne manque pas d'avoir des effets très directs pour le Canada et qui vous importe aussi très directement en votre qualité de commerçants et d'hommes d'affaires.

Devant un auditoire comme le vôtre, je ne pense pas devoir esquisser une historique de la question. Dans ce que j'ai appelé la phase bipolaire de l'histoire d'après-guerre, la situation économique a reflété de très près la réalité politique. Le monde était divisé en deux grands blocs commerçants, l'Est et l'Ouest, le Tiers-monde étant laissé loin en marge.

Aujourd'hui, le commerce entre l'Est et l'Ouest augmente rapidement. Les échanges dans les domaines de la science et de la technologie se multiplient. Dans une grande mesure, c'est une évolution qui accompagne le relâchement des tensions politiques. Mais c'est aussi le résultat de l'interdépendance croissante entre tous les pays du monde, phénomène qui permet d'entrevoir une ère, dans l'histoire de l'humanité, où la coopération remplacera les conflits ou qui nous donne, à tout le moins, une faible espérance à cet égard.

Le Tiers-monde de nations en voie de développement est attiré de plus en plus dans le système économique général, en grande partie par le programme d'aide au développement international et, dans une mesure croissante, par le rôle important que jouent les pays en voie de développement à titre de marchés et de fournisseurs.

Les plus grands changements, toutefois, ont eu lieu dans le monde industrialisé des nations occidentales, — expression géographiquement inexacte qui s'applique notamment au Japon et à l'Australie, entre autres, — parmi les membres de l'OCDE et au sein du Groupe des Dix.

Il y a seulement quelques années, les Etats-Unis occupaient une position prédominante à l'intérieur de ce groupe. Au point de vue économique, ils étaient un géant parmi les mortels. Cette situation a changé radicalement. Le Marché commun européen élargi aura une population plus nombreuse que les Etats-Unis et son produit national brut équivaldra environ aux deux-tiers de celui des Etats-Unis et aura probablement une croissance plus rapide. A la suite des arrangements spéciaux conclus avec la plupart des pays de la Méditerranée et avec les anciennes colonies des pays membres, le Marché commun et ses associés représenteront 45 p. 100 du commerce mondial global.

Il y a plus d'un an, mes collègues au Gouvernement et moi-même avons été gravement préoccupés par une tendance que l'on pouvait observer des deux côtés de l'Atlantique, à savoir le repliement sur eux-mêmes des Etats-Unis et du Marché commun, repliement qui laissait entrevoir le spectre de l'affrontement et de la guerre mondiale. Notre préoccupation était double; l'effondrement du système économique et les conflits commerciaux que cela entraînait avaient été en effet l'une des causes profondes de la seconde guerre mondiale; plus près de nous, un conflit sur le plan du commerce entre les Etats-Unis et le Marché commun laisserait le Canada entièrement seul, incapable d'adhérer au Marché commun pour diverses raisons dont la moindre n'est pas notre interdépendance économique avec les Etats-Unis, et peu désireux de former un Marché commun avec ces derniers, choix qui nous conduirait en très peu de temps de l'interdépendance à la dépendance absolue.

Nous avons entamé sur-le-champ une série de conversations avec les Etats-Unis, la Commission économique européenne, les Etats membres du Marché commun et les Britanniques, conversations qui se poursuivent toujours. Nous avons trouvé qu'il y avait un rôle effectif que nous pouvions jouer pour servir nos intérêts nationaux et la cause commune du monde du commerce. Nous négocions présentement avec le Marché commun afin de placer nos négociations avec lui sur une base plus systématique qui équivaldrait, si nous le pouvons, au fonctionnement des comités ministériels mixtes que nous avons avec les Etats-Unis et le Japon.

Cette initiative de notre part a eu deux bons effets. Elle nous a permis de bien représenter au Marché commun la réalité de notre position, et l'intérêt fort et légitime que nous avons à l'égard d'arrangements commerciaux aussi libéraux que possible. Je crois aussi qu'en ayant à converser avec nous, les deux parties ont été amenées, à un moment où elles étaient préoccupées par des problèmes et des priorités d'ordre interne, à penser davantage l'une à l'autre.

Le second grand changement à survenir dans le monde du commerce auquel nous appartenons a été le miracle économique du Japon. Je n'ai pas besoin de rappeler à mon auditoire que le Japon est le troisième grand partenaire commercial du Canada, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et que nos échanges commerciaux avec ce pays sont en expansion rapide. Le Japon est probablement le plus grand partenaire de commerce étranger de la Colombie-Britannique. Ce à quoi nous pensons moins souvent, c'est que le Japon est déjà une puissance économique régionale de première envergure, qui domine l'économie du Sud et du Sud-Est asiatiques et qui a déjà, sur le plan du commerce mondial, une influence prépondérante, susceptible de croître plutôt que de s'affaiblir.

Dans notre monde commercial, les Etats-Unis ne jouissent plus d'une position incontestée de chef de file. Ils demeurent l'unité économique la plus puissante du monde, mais un défi leur est lancé, à l'est, par le Marché commun, à l'ouest par le Japon. Tous les bons Canadiens devraient souhaiter matin et soir que l'économie américaine continue de prospérer. Nos liens sont si étroits que nous prospérerons ensemble ou souffrirons ensemble. Il y eut un temps l'an dernier où nous avons pensé que les Américains essayaient de se désengager à notre égard. Heureusement, ce danger semble avoir reculé.

Mon gouvernement a toujours cherché à diversifier au maximum notre commerce d'exportation, nous rendant par là moins vulnérables, dans la mesure du possible, aux vicissitudes du marché américain et aux changements de la politique économique des Etats-Unis. Je tiens à ne laisser aucun doute là-dessus. A l'heure actuelle, les Etats-Unis absorbent environ 65% de nos exportations. Nous sommes très heureux qu'il en soit ainsi, mais nous devons nous demander si, pour un pays déterminé à rester libre et à diriger sa propre économie nous avons tiré pleinement avantage des possibilités offertes par d'autres marchés en expansion.

En ne cherchant une plus grande diversification de notre commerce d'exportation, nous ne cherchons pas à réduire d'un centime la valeur en dollars de nos exportations vers les Etats-Unis. Non, nous espérons que cette valeur continuera d'augmenter. L'objectif que poursuit le gouvernement-- j'ajouterais dans l'intérêt national et dans l'intérêt de la communauté du commerce,-- c'est un taux d'accroissement plus rapide de nos exportations vers le reste du monde, pour que la proportion du total qui se dirige vers les Etats-Unis puisse au moins se stabiliser et, ce qui serait encore mieux, se limiter quelque peu après un certain nombre d'années.

Je ne m'attarderai pas à vous exposer la morale de tout ceci, qui doit vous être bien évidente. Gardez et exploitez vos marchés aux Etats-Unis; il n'y a en effet nulle part ailleurs sur terre, pour les marchandises canadiennes, un marché ou un ensemble de marchés qui puisse remplacer les Etats-Unis. En même temps, je vous inviterais, en tant que Canadien désireux, comme vous, de voir ce pays rester fort, indépendant et prospère, à élargir vos horizons financiers et commerciaux, tout comme le Gouvernement a élargi ses horizons politiques. Le monde des années 70 n'est plus celui des années 60 ou 50. Certaines gens croient qu'en raison de la formation de blocs de commerce, le monde se referme sur nous et bloque nos débouchés. Je ne partage pas ce point de vue. Le monde devient en réalité plus interdépendant; dans la position unique que lui confère sa nature de nation hybride, à la fois pays industrialisé aux vastes ressources et pays, dans une certaine mesure, en

voie de développement, le Canada ne peut retirer que des avantages de cette interdépendance croissante.

Je vous ai parlé aujourd'hui très franchement du monde nouveau que je vois s'ouvrir au point de vue des rapports de puissance et au point de vue du commerce. Je vous ai expliqué brièvement comment le Canada perçoit ce nouveau monde, les possibilités et contraintes qui l'accompagnent et certains des défis qu'il pose.

Ce n'est pas un monde hostile pour les Canadiens, et le Canada a la chance de vivre à côté d'une nation démocratique et amicale. Je ne vois absolument aucun signe que les Etats-Unis entretiennent des desseins à l'égard de l'indépendance du Canada, sur le plan économique ou autrement. Ce qui m'inquiète davantage, au contraire, c'est un éventuel repli sur elle-même de la nation américaine, repli qui pourrait avoir de graves conséquences pour nous et pour l'ensemble du monde. Nous devrions donc faire tout notre possible pour encourager ce grand pays à reprendre sa position de leader en vue d'une nouvelle libéralisation du commerce.

Je vois plutôt à cet égard pour nous l'occasion de continuer à mettre à profit notre qualité de voisin de la plus grande puissance de la terre pour renforcer indirectement notre propre canadianisme. Si nous sommes aujourd'hui une nation beaucoup plus forte et indépendante qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est parce que nous avons tiré avantage de notre proximité des Etats-Unis pour devenir un état industriel moderne. Maintenant, que les centres de pouvoir du monde se diversifient, nous pouvons élargir nos contacts à l'est, à l'ouest et au nord, renforçant par là notre indépendance et, je dirais même, notre unité nationale.

C'est le genre de nationalisme que je préconise pour le Canada. Non pas un nationalisme craintif, tourné vers l'intérieur, mais un nationalisme confiant en lui-même, tourné vers l'extérieur, qui est heureux d'être en contact avec d'autres nations, qui utilise ces contacts pour enrichir la vie canadienne, qui fait du Canada un endroit meilleur, où il fait bon vivre et élever une famille.